



PLENIERE DES 12 ET 13 DECEMBRE 2005 **RAPPORT POLITIQUE DE LA VILLE**

Intervention de Véronique Bérégovoy

En débat de politique générale, je vous rappelais l'enjeu de nos politiques et plus particulièrement celui de la politique de la ville. Politique tant décriée mais qui n'est jamais que le reflet de l'ensemble d'une politique globale dont le ton est donné selon les gouvernements en place.

Paradoxalement, là où il y a besoin encore plus qu'ailleurs de stabilité, de voir aboutir des projets construits avec les habitants pour que l'écoute et la confiance s'instaurent, là où il y a besoin de beaucoup plus, pas un petit plus mais beaucoup, beaucoup plus dans tous les domaines, c'est là même où tout est remis en cause à chaque changement politique avec une casse sociale systématique quand la droite est au pouvoir.

Par conséquent, la politique de la ville ne doit pas être remise en question mais doit voir ses moyens renforcés et ses priorités réorientées pour répondre aux attentes des habitants, ce qui implique de se donner les moyens d'être à l'écoute de tous ceux qui se battent pour améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers défavorisés.

Aujourd'hui, le plan BORLOO s'appuie sur la destruction massive de logements sociaux d'une part et la rénovation et reconstruction de petits ensembles et maisons individuelles d'autre part. Se pose donc le problème du relogement, tous ne pourront pas retrouver un logement sur place. De plus, trop de communes encore, ne font aucun effort pour atteindre les objectifs fixés par la Loi SRU ou interviennent à minima en excluant le logement social des centre-ville.

Pour autant, 80% de la masse financière de ce plan est consacrée à l'urbain contre seulement 20% pour le social. Ce déséquilibre est choquant, il ne suffit pas de détruire des tours et des barres pour détruire la misère.

Il ne suffit pas de construire du beau, si dans le même temps, l'Etat réduit de manière constante les budgets des acteurs de terrain – associatifs, éducatifs, sociales, médicales, culturels – qui créent du lien social, de l'activité et de la richesse.

D'ailleurs, la mise en place de ce plan n'a pas empêché l'expression de la violence. Il faut donc bien prendre en compte toute la dimension sociale d'accompagnement à tous les niveaux.

A tout cela il faut souligner une grande faiblesse de la politique de la ville particulièrement criante aujourd'hui, au vu de l'importance des chantiers qui sont menés, c'est le manque réel de démocratie participative. Cela avait déjà été signalé dans un rapport de la cour des comptes en 2002. En effet, la politique de la ville, plus que tout autre se doit de faire participer les habitants aux projets qui les concernent directement.

C'est aussi en associant réellement les habitants, en les rendant acteurs de la construction de leur avenir que l'on fera naître de l'espoir, du respect mutuel et du mieux être.

Aussi, dans le cadre de nos compétences, la Région poursuivra son intervention dans le cadre de l'accompagnement des contrats de ville, pour soutenir les initiatives qui développent l'action économique, l'emploi, la formation, la lutte contre l'illettrisme, la prévention et l'éducation à la santé, la participation des habitants aux projets et, plus spécifiquement cette année, soutiendra de façon renforcée toute réalisation d'équipements publics plus respectueuse de l'environnement dans une démarche de développement durable.

Je vous invite, en conclusion, à approuver les dispositions techniques, administratives et financières contenues dans les pages 407 à 441 du rapport de Monsieur le Président.